

Intérêts stratégiques de la France en Asie de l'Est :

Rapprochement sans *containment*

Antoine BONDAZ, doctorant rattaché à l'IRSEM
SciencesPo Paris
antoine.bondaz@sciences-po.org

L'Asie est aujourd'hui « une zone d'intérêt majeur » mais notre présence et notre influence ne correspondent pas à nos ambitions. Un rééquilibrage à la hauteur des capacités françaises est indispensable. *L'équilibre des forces en Asie de l'Est évolue, plutôt que d'essayer de lutter contre, il convient de s'y adapter.*

L'Asie de l'Est est devenue la locomotive de l'économie mondiale. Représentant en 2012 plus de 27% du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat, cette part montera à 31% en 2017 (contre 12% pour la zone euro). A elle seule, la Chine en représente plus de la moitié. La Chine est ainsi le cœur de cette région et un acteur incontournable.

L'Asie de l'Est d'aujourd'hui est plus que jamais l'Europe d'hier. Nationalisme, différends territoriaux et stigmates de l'histoire se conjuguent et renforcent les tensions internationales. Avec 275 milliard de dollars de dépenses militaires, la région dépassera bientôt l'Europe occidentale et représente un grand marché de l'armement malgré l'embargo sur la Chine.

L'Europe n'est pas assez visible en Asie de l'Est. L'Europe n'est perçue qu'à travers son poids économique et les déboires de la zone euro. L'Union Européenne et encore moins la France ne sauraient aujourd'hui incarner une alternative à la Chine et aux Etats-Unis pour les pays de la région. La relation est de plus asymétrique, l'Asie n'ayant pas d'intérêt sécuritaire en Europe.

La France n'a plus une place « naturelle » dans la région et ce malgré notre participation à la guerre de Corée ou l'histoire coloniale française, les mentalités et les élites asiatiques se sont transformées. Une visibilité culturelle ne garantit pas nos intérêts politiques, économiques et sécuritaires.

La France ne doit pas risquer une sur-projection (*overstretch*) de ses capacités et se concentrer



sur les questions de sécurité dans un arc de crise proche de son territoire national allant de l'Afrique du Nord au Moyen-Orient

La France se doit de rappeler les grands principes internationaux mais ne peut pas s'impliquer de façon efficace dans tous les dossiers régionaux, notamment celui des différends territoriaux en Mer de Chine du Sud. La France doit se mettre dans un rôle de médiateur, favorisant le dialogue et l'expertise mais **ne doit pas prendre partie** au risque de se trouver manipulée.

La France ne doit pas chercher à développer sa propre stratégie du pivot, elle n'en a ni les moyens, ni l'intérêt. La France ne doit en aucun cas donner l'impression de contenir la Chine. Or, que ni le premier ministre, ni le président de la République ne se soit encore rendu en Asie du Nord-est et particulièrement en Chine pose un problème de crédibilité.

La France doit approfondir le partenariat stratégique avec la Chine, partenaire incontournable sur les grands dossiers internationaux mais **doit surtout renforcer et investir massivement dans ses relations avec trois puissances (Corée du Sud, Indonésie et Vietnam)**.

La France doit établir des relations diplomatiques avec tous les pays de la région, Corée du Nord comprise. L'influence française ne saurait s'exercer sans reconnaissance d'un Etat. Si la France et l'Union Européenne ont une influence plus que limitée sur le dossier nucléaire nord-coréen, elles peuvent faciliter le dialogue.

La France, loin de recréer un Comité de l'Asie Française, doit établir une vraie communauté d'universitaires et d'experts sur les questions stratégiques régionales afin de faire entendre sa voix et son expertise dans la région. Le général de Gaulle dans ses Mémoires prévenait son lecteur : *« je m'envole avec des idées simples vers l'Asie compliquée »*, il convient de mieux comprendre cette région afin de mieux identifier nos intérêts et de mieux les défendre dans ce qui est le nouveau cœur du monde.

